

# Cahiers de la Mémoire Vivante du XXe

Association Loi 1901

Président : Michel Dreyfus

## HABITANTS DU XX<sup>E</sup>

Aux grondements du canon, les blindés de nos Alliés Américains approchent de la Capitale. Dans quelques heures sans doute ils seront ici.

C'est dans un Paris libéré qu'ils entreront.

Le 20<sup>e</sup> arr. de Paris, fier de son passé, digne des héros de 71 qui, au Père-Lachaise, sur les pentes de Belleville et de Ménilmontant, luttèrent les armes à la main contre les traîtres et les capitulards, est toujours à la pointe du combat.

La rue de Belleville, la rue d'Avron, la rue de Ménilmontant, la Place Gambetta sont entrées, une fois de plus, dans l'histoire héroïque du Paris de la Liberté.

Ni les tanks boches, ni les bandits SS massacreurs d'enfants, ni les traîtres qui, avant-hier, voulurent livrer Paris aux boches par un honteux armistice, n'ont pu affaiblir le courage, l'audace et la volonté de combattre des Parisiens du 20<sup>e</sup>.

### ***Aux Barricades !***

Elles ont surgi partout dans nos rues. Comme en 71, contre les capitulards, comme en Février 1934, contre les traîtres de la 5<sup>e</sup> colonne.

*Le drapeau de la France flotte sur la Mairie du XX<sup>e</sup> !*

Les ordres de combat du Comité Parisien de la Libération, parlant au nom du Gouvernement provisoire de la République Française seront exécutés jusqu'au bout.

*Pas un boche dans les rues du XX<sup>e</sup> !*

*Pas un bandit de la milice; pas un traître collaborateur à Belleville, à Ménilmontant.*

La victoire est au XX<sup>e</sup>. La victoire est à Paris.

La victoire est à la France.

En avant pour le suprême combat.

Vive le XX<sup>e</sup> arrondissement !

Vive la République ! Vive la France !

**RAYMOND BOSSUS,**

Lecteur à l'école de la rue de Belleville, puis professeur d'histoire au lycée de Belleville, puis professeur de philosophie au lycée de Belleville, puis professeur de philosophie au lycée de Belleville.

Conseiller municipal du XX<sup>e</sup> Arrondissement

**EMMANUEL FLEURY,**

Employé des P.T.T. dans le bureau de la rue de Belleville, puis employé des P.T.T. dans le bureau de la rue de Belleville.

## La Libération à Paris

## et dans le XXe arrondissement



## HABITANTS DU XX<sup>E</sup>

Aux grondements du canon, les blindés de nos Alliés Américains approchent de la Capitale. Dans quelques heures sans doute ils seront ici.  
C'est dans un Paris libéré qu'ils entreront.  
Le 20<sup>e</sup> arr. de Paris leur devra passer, digne des héros de 71 qui au Père-Lachaise, sur les pentes de Belleville et de Ménilmontant, luttèrent les armes à la main contre les traîtres et les capitulards, est toujours à la pointe du combat.  
La rue de Belleville, la rue d'Avron, la rue de Ménilmontant, la Place Gambetta sont entrées, une fois de plus, dans l'histoire héroïque de Paris de la Liberté.  
Ni les tanks hachés, ni les bombes SS massacreres d'enfants, ni les traîtres qui, avant-hier, voulaient livrer Paris aux boches par un honneux armistice, n'ont pu affaiblir le courage, l'endure et la volonté de combattre des Parisiens du 20<sup>e</sup>.

### Aux Barricades !

Elles ont surgi partout dans nos rues. Comme en 71, contre les capitulards, comme en Février 1934, contre les traîtres de la 5<sup>e</sup> colonne.  
**Le drapeau de la France flotte sur la Mairie du XX<sup>e</sup> !**  
Les ordres de combat du Comité Parisien de la Libération, parlant au nom du Gouvernement provisoire de la République Française seront exécutés jusqu'au bout.  
**Pas un boche dans les rues du XX<sup>e</sup> !**  
**Pas un bandit de la milice ; pas un traître collaborateur à Belleville, à Ménilmontant.**  
La victoire est au XX<sup>e</sup>. La victoire est à Paris.  
La victoire est à la France.  
En avant pour le suprême combat.  
Vive le XX<sup>e</sup> arrondissement !  
Vive la République ! Vive la France !

Raymond BOSSUE,

Emmanuel FLURY,

Comité de libération du XX<sup>e</sup> arrondissement

Il y soixante ans, Paris était libéré après quatre années d'Occupation. Cette libération, due à l'action conjointe de la Résistance intérieure et de l'action militaire de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc, a représenté un tournant majeur dans la longue lutte menée par la France pour retrouver sa liberté après une période des plus sombres de notre histoire, marquée par le souvenir de la débâcle et par l'humiliation. Le débarquement, réussi, des forces alliées en Normandie en juin 1944 avait représenté un pas capital sur le chemin de la liberté mais en cet été 1944, rien n'était encore toutefois définitivement joué.

La libération de Paris a constitué un succès stratégique et symbolique. Stratégique dans la mesure où elle a contribué à faire évoluer encore bien davantage le rapport des forces dans un sens défavorable à l'Occupant nazi. Le rétablissement d'une légalité et d'un pouvoir républicains ont bien évidemment accéléré ce processus et hâté la fin de la guerre. Mais la libération de Paris est également remarquable parce qu'elle se distingue largement de celle de la plupart des autres villes du territoire. Alors que certains courants de la Résistance, à commencer par le Parti communiste français, voulaient déclencher une insurrection aussi large que possible, seules Lille, Marseille, Limoges et Thiers se sont libérées par elles-mêmes ; en revanche, la plupart des villes françaises ont peu participé à leur libération<sup>1</sup>. Dans notre pays de si forte tradition centralisatrice, la libération de Paris a donc une valeur symbolique qui dépasse son cadre géographique : elle est d'une portée nationale dont on se souvient encore aujourd'hui.

Au-delà de son importance stratégique et symbolique, cette libération a également eu des conséquences considérables sur la vie de la capitale : elle a anticipé sur les combats politiques qui s'y sont déroulés dans les mois et les années qui ont suivi. Il y a là une autre histoire dont traitera peut-être un des prochains numéros de nos *Cahiers*. En attendant, celui-ci entend participer à la commémoration d'une page glorieuse de l'histoire de notre pays qui ne se limite pas à sa capitale et son agglomération mais qui la concerne dans son ensemble.

Michel DREYFUS, *Président de l'Association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement*

<sup>1</sup> Cf. à ce sujet, Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 352, notamment pp. 83-106

Ont contribué à ce numéro :

Françoise Berger, Alain Dalotel, Benoît Delfolie, Emmanuel Dezé,  
Michel Dreyfus, Raoul Dubois, Madeleine Marzin, Henri Meillat,  
Marius Mouette, Véronique Odul, Claude Smadja, John Sutton.

*Maquette, mise en page et édition* : Françoise Berger

*Relecture* : Benoît Delfolie et Michel Dreyfus

*Imprimeur* : SCP éditions 93, Boulevard Voltaire 75011 Paris

*ISSN n° 1621-7454 - dépôt légal 2004*

**Mémoire vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement**

1-3, rue Frederick Lemaître 75020 Paris

courriel : [memoire.vivante20@free.fr](mailto:memoire.vivante20@free.fr)

Site internet : <http://memoire.vivante20.free.fr>

---

**Avec le soutien de la Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris,**

**DE MICHEL CHARZAT**

Député-maire du XX<sup>e</sup> arrondissement,

**ET LA BIENVEILLANTE ATTENTION**

**DE NATHALIE KAUFMANN,**

Députée suppléante, chargée de la Culture.



## **LE MESSAGE DE MICHEL CHARZAT**

La qualité des cahiers de « Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> » ne se dément pas dans le numéro qui vient de paraître. Celui-ci est consacré à la libération de Paris et du XX<sup>e</sup> arrondissement. Je tiens à remercier Michel DREYFUS, historien et toute l'équipe de Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> pour l'importance et le sérieux du travail de recherche accompli, la documentation et la démarche scientifique. Ce numéro ne se contente pas d'évoquer les pages glorieuses et connues de la Libération de Paris, mais il s'efforce d'en dévoiler et d'en comprendre le sens.

Il y a soixante ans, Paris se libérait et devenait la capitale d'un État libre et souverain. La libération de Paris s'est faite grâce à une insurrection populaire préparée depuis 1943 par le Comité Parisien de Libération (CPL). Mais elle n'aurait pas pu aboutir sans l'appui militaire des Alliés, de la 2<sup>e</sup> DB.

Le XX<sup>e</sup> arrondissement s'est libéré avec Paris et « Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> » vous en relate les épisodes dont certains sont connus, d'autres moins. La revue s'appuie sur des témoignages des documents parfois inédits et les citoyens du XX<sup>e</sup> pourront prendre connaissance avec intérêt et profit de l'histoire récente de leur arrondissement.



quasiment l'unanimité, des dissensions apparaissent sur les finalités et les modalités<sup>1</sup>. Chaque camp prépare l'insurrection en se fondant sur sa propre conception du soulèvement. Certains – les militants communistes, les dirigeants du Front national et un certain nombre de non-communistes –, militent pour une action précoce, dure et dont l'instrument décisif serait la guérilla populaire. D'autres préconisent, au contraire, une insurrection aussi brève que possible, notamment Alexandre Parodi, délégué général, représentant du GPRF et son adjoint, le général Chaban-Delmas, délégué militaire national chargé des questions militaires. Il n'en demeure pas moins qu'au lendemain de la percée d'Avranches le 1<sup>er</sup> août, la Résistance se retrouve unie pour déclencher l'insurrection.

Depuis le débarquement du 6 juin, les divers organes de Résistance incitent les Parisiens à exprimer leur révolte. Ceux-ci ne sont que plus encore absorbés par leurs difficultés du moment, la plupart du temps insurmontables. Le récent débarquement allié en Normandie a singulièrement aggravé les difficultés de la vie. La circulation des trains a fortement diminué et, en conséquence, les restrictions se multiplient au cours de l'été 1944. Les particuliers ne disposent de l'électricité que le soir, les rations sont constamment réduites, les tickets ne sont pas honorés faute de ravitaillement et les Parisiens ont de plus en plus faim. Les actions en plein jour se multiplient, et notamment les manifestations qui sont destinées à donner confiance aux Parisiens. Le 1<sup>er</sup> juillet, à Ménilmontant, vers midi, 3 000 personnes manifestent au cri de « Nous voulons du pain ! », « A manger ! », « A bas les affameurs ! »<sup>2</sup>. Le 14 juillet, un appel du CPL et du CNR est lancé, de nombreux tracts sont distribués dans tous les arrondissements pour que la population se mobilise. Des manifestations, au chant de *La Marseillaise*, ont lieu un peu partout dans Paris, et notamment à Belleville où des milliers de personnes se rassemblent. Le CPL estima le nombre de participants à 100 000 personnes<sup>3</sup>. Pour la première fois, la police n'intervient pas. Cette manifestation du 14 juillet porte une forte charge symbolique, car, effectivement, c'est la première fois qu'une action collective d'une telle ampleur est lancée contre les Allemands.

Depuis le 14 juillet, l'agitation ne cesse guère chez les cheminots, et le 10 août, après une manifestation de près de 1 000 personnes à Villeneuve-Saint-Georges, l'Union départementale de la CGT estime le mouvement assez ample pour déclencher la grève générale des cheminots en région parisienne. Cette grève complique les transports déjà rendus précaires par les bombardements aériens des mois précédents. Le 15 août, la police parisienne se met en grève. Le 18, c'est au tour des postiers et des infirmiers. Toutefois, la répression ne cesse pas pour autant. Le 16 août, des jeunes gens sont fusillés au bois de Boulogne, d'autres dans les fossés du château de Vincennes.

Dans cette situation, le gouvernement de Laval prend, le 17 août, le chemin de l'exil. Le 20 août, le maréchal Pétain quitte la France sous escorte allemande à destination de Sigmaringen. Sur ses ondes, la BBC émet des messages d'encouragement pour le mouvement d'insurrection. Avec l'arrêt des usines, le sabotage des voies ferrées, le noyautage des administrations, la vie économique de la capitale est progressivement paralysée. Paris est au bord de l'asphyxie.

---

1. Pour davantage de précisions, se reporter à Olivier Wieviorka, « La Résistance intérieure et la libération de Paris », in *Paris 1944. Les enjeux de la Libération*, actes du colloque du 2-4 février 1994, Albin Michel, 1994. pp. 137-151. Olivier Wieviorka évoque les trois conceptions qui s'affrontent : la conception communiste, la conception gaulliste, celle de la Résistance non communiste.

2. *Le XX<sup>e</sup> souffre, résiste, se libère, 1939-1945. Récits, témoignages, documents, photos : une contribution des communistes au 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération*, plaquette réalisée par Raoul et Jeannine Dubois, 1993.

3. Henri Michel, *La libération de Paris*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980, p. 42.

## Paris insurgé <sup>1</sup>

Le vendredi 18 août, sur les murs de Paris, l'ordre de mobilisation générale du colonel Rol-Tanguy, en exécution des consignes du CNR et en accord avec les décisions du CPL, est affiché. Au même moment, les murs se couvrent de deux autres affiches : l'une de la CGT et de la CFTC invitant à la grève générale, l'autre des élus communistes appelant les Parisiens à s'insurger.

Le moment de déclencher « l'insurrection générale » est venu et l'initiative en revient à la police. Le commandement allemand donne alors l'ordre aux policiers de reprendre leur service. Prévenus dans la nuit, les policiers prennent la préfecture de police à 7 heures, le samedi 19 août. Cette initiative s'accompagne d'autres opérations, les premières fusillades éclatent. Les FFI s'emparent de points stratégiques : les Halles, l'usine à gaz de la Villette, le central téléphonique de la rue de Grenelle, la poste centrale de la rue du Louvre, les ministères. Le 20, à l'aube, Léo Hamon, du CPL, avec l'aide de quelques deux cents agents résistants, investit l'Hôtel de Ville sans rencontrer de grandes difficultés. Observant les directives du CPL, les comités locaux de libération (CCL) occupent les mairies d'arrondissement. La mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement est « libérée ». La plupart des immeubles destinés à l'Information le sont également, la presse collaborationniste ayant cessé de paraître depuis le 18 août, et le 20, les rédacteurs des titres de la Résistance occupent les locaux qu'on leur a attribués.

Dans les premières vingt-quatre heures de l'insurrection, les actions de guérilla, menées par les groupes FFI d'arrondissement, éclatent en divers points de la capitale. Mais si le 19 août reste une journée de mobilisation et que l'effet de surprise joue pleinement, les Allemands ripostent rapidement et reprennent certaines places.



Les réserves en munitions des insurgés s'épuisent et la disproportion des moyens inquiète certains responsables, notamment Parodi et Chaban. Une guerre de position s'installe dans Paris. Le 20 août, en fin de matinée, à l'issue de négociations menées entre le consul général de Suède, Raoul Nordling, des membres de l'entourage du commandant du *Gross Paris*, le général von Choltitz<sup>2</sup>, et des responsables de la Résistance, la trêve est annoncée. Toutefois, l'ensemble de la Résistance est hostile à cette initiative, la plupart de ses membres n'ayant pas été, en effet, consultée. Cependant, la trêve est peu respectée de part et d'autre, avant de n'être définitivement rompue le 21 août.

Le 22 août, Paris se couvre de barricades. Rol-Tanguy fait afficher un ordre pour la défense de la population parisienne, accompagné d'un appel « Tous aux barricades ! ». Le même jour, la presse, enfin libre de paraître, diffuse des instructions pour les construire. Les premières barricades sont édifiées au carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-

1. Pour une description plus détaillée, se reporter à : Adrien Dansette, *Histoire de la libération de Paris*, Fayard, 1946.

2. Depuis l'attentat manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944, le personnel militaire compromis à Paris a été renouvelé. Boineburf-Lengsfeld a été remplacé par le général von Choltitz à la tête du *Gross Paris*. Nommé le 7 août 1944, il arrive à Paris le 9 août. On lui affecte un détachement de 17 chars de la division Panzerlehr, un bataillon de choc de la 1<sup>ère</sup> armée et des batteries de la 1<sup>ère</sup> brigade de DCA.

Michel, dans le secteur entre la Seine et le Luxembourg qui défend l'île de la Cité. Belleville élève les siennes. L'objectif est ainsi de réduire la circulation allemande. Les barricades n'ont pas pour effet de libérer Paris, mais leur effet psychologique est certain, encourageant pour les Parisiens : ceux-ci participent ainsi à leur propre libération<sup>1</sup>.

La prise des bâtiments publics et l'érection des barricades ne sont pas les seuls moyens d'action des insurgés. Ceux-ci recourent également à des « coups de main » contre un ennemi qui peut se trouver à leur portée, lui prendre les armes. Et l'attaque du train allemand par les FFI, en gare de Ménilmontant, le 23 août, est un exemple de l'un de ces « coups de main ». Les combats dans Paris continuent : près du Palais Royal, place du



Panthéon et place Maubert, rue de Seine, place de la Chapelle, près du Louvre, aux Batignolles, dans le XIV<sup>e</sup>, aux Gobelins, à la préfecture... Le Grand Palais est en feu.

Les forces allemandes sont alors concentrées au centre de Paris autour de quelques points d'appui : l'hôtel Majestic avenue Kléber - siège du haut-commandement militaire en France -, les hôtels Meurice et Crillon - siège du commandement du *Gross Paris* et de la

marine allemande -, englobant le périmètre de la Concorde et du jardin des Tuileries où sont stationnées des chars, l'Opéra pour la *Kommandantur*, la caserne du Prince Eugène, place de la République, le Palais Bourbon, le ministère des Affaires étrangères, les Invalides, l'École militaire, le Sénat et la tour Eiffel.

## Paris libéré

Les insurgés savent bien, qu'à eux seuls, ils ne peuvent obtenir la capitulation des Allemands. Tous sont convaincus que l'arrivée des Alliés est indispensable. Plusieurs émissaires sont alors envoyés à l'ouest, à des titres divers et sans qu'il y ait aucune concertation entre les différents responsables, à la rencontre des Alliés afin de les presser de marcher sur la capitale.

Le 24 août au soir, le général Leclerc est au sud de Paris, à la Croix-de-Berny. Il envoie à Paris une patrouille de reconnaissance, commandée par le capitaine Dronne et chargée d'annoncer l'arrivée de la 2<sup>ème</sup> DB pour le lendemain. Aidée dans sa progression par les FFI, la colonne Dronne atteint l'Hôtel de Ville sans encombre. Depuis la veille, les Parisiens sont informés par les journaux de l'avancée de la 2<sup>ème</sup> DB. Au studio d'essai de la rue de Grenelle, Pierre Schaeffer fait aussitôt connaître la nouvelle. Les cloches de toutes les églises sonnent. Le vendredi 25, la route est libre. Le général Leclerc arrive par la porte d'Orléans et installe son PC à Montparnasse. A midi, le drapeau tricolore flotte sur la Tour Eiffel. A 14h45, von Choltitz, fait prisonnier à l'hôtel Meurice, capitule puis signe l'ordre de reddition des points d'appui. La coordination entre les FFI et les troupes de la 2<sup>ème</sup> DB

1. Philippe Vigier parle des barricades « patriotiques », dressées contre les Allemands en 1944, comme en 1870-1871, qui renouent aussi avec la tradition révolutionnaire de 1830 et 1848. Il cite les conseils donnés par le Comité parisien de Libération qui appelle aux armes l'ensemble des habitants de la capitale : « Toute la population doit par tous les moyens empêcher la circulation de l'ennemi. Abattez les arbres, creusez des fossés antichars, dressez des barricades. C'est un peuple vainqueur qui recevra les Alliés ». Philippe Vigier, « Le Paris des barricades (1830-1968) », *L'Histoire*, n°113, juillet-août 1998.



s'est bien effectuée, les premiers fournissant les renseignements et guidant les secondes, mais participant aussi à l'action.

Le 25 août, à 17 heures, le général de Gaulle arrive au PC de Leclerc à la gare Montparnasse. Peu après, il se rend à l'Hôtel de Ville où il prononce un vibrant hommage, aujourd'hui connu de tous : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris chez elle »<sup>1</sup>. Et le 26 août, vers 15 heures, au milieu de la liesse populaire, le chef de la France libre descend les Champs-Élysées, accompagné de Georges Bidault, Alexandre Parodi, Koenig, Leclerc, d'Argenlieu, Valin, Bloch-Dassault et Chaban-Delmas, signifiant ainsi sa légitimité aux yeux de tous. Cependant, le défilé est émaillé par des tirs sporadiques de miliciens embusqués, qui font trois cents victimes. Le général de Gaulle gagne ensuite Notre-Dame, interdite au cardinal Suhard. Paris libérée, cependant, au cours de la nuit suivante, la ville est bombardée par des appareils de la *Luftwaffe*. Le 28 août, la visite du général Eisenhower au général de Gaulle apparaît plus encore comme le symbole de l'indépendance retrouvée.

A l'issue de cette longue semaine, Paris est enfin libérée. La libération de Paris est, à bien des égards, le symbole de la victoire. Victoire militaire d'abord, même si les pertes sont lourdes : l'on compte entre 900 et 1000 morts et fusillés, 1 500 blessés pour les FFI ; 582 morts et plus de 2 000 blessés parmi la population civile, la 2<sup>ème</sup> DB déplore 130 tués et 225 blessés ; côté allemand, 3 200 hommes ont été tués et 12 800 faits prisonniers<sup>2</sup>.

Pour la France, il s'agit là aussi d'une victoire politique de large ampleur et à grande portée. En effet, la libération de la capitale est le fruit de l'action conjointe de la Résistance intérieure et de la Résistance extérieure. Et même si l'ensemble du territoire n'est pas encore libéré et que la guerre n'est pas finie, le 26 août, le peuple de Paris a acclamé le général de Gaulle comme son libérateur et en tant que chef de la nouvelle République.

Ainsi en août 1944, c'est bien un « Paris insurgé » qui l'emporte avec sa « juxtaposition de situations locales »<sup>3</sup>, avec ses batailles dans les rues, auxquelles n'échappa pas le XX<sup>e</sup> arrondissement. Comme le rappelait, en 1952, Raymond Bossus, maire du XX<sup>e</sup> arrondissement au lendemain de la Libération, « Il n'est pas possible que soient effacées de notre pensée les batailles de la rue des Orteaux, de la rue de Ménilmontant, du tunnel, du boulevard de Charonne, de la rue d'Avron, de la rue de Belleville..., de la prise de la Mairie et de l'installation du Comité local de Libération prenant en main les questions d'administration municipale ». En effet, l'heure, à la fin de l'été 1944, est aussi celle de la prise de pouvoir et de la reconstruction.

Véronique ODUL

1. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre. Tome II : l'unité, 1942-1994*, Paris, Plon, 1956, p. 709.

2. Christine Lévisse-Touzé, *Paris libéré, Paris retrouvé*, Paris, Découvertes Gallimard, 1994.

3. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération. 1938-1944*, Seuil, 1979, p. 348.

### *Le Comité parisien de libération*

Le Comité parisien de libération est le symbole de l'insurrection parisienne. Il en a été l'un des acteurs principaux dans le déclenchement du soulèvement de la population. Créé en septembre 1943, présidé par André Tollet, secrétaire général de la CGT, son bureau est composé de six membres et dirige la Résistance parisienne jusqu'à la Libération.

Il prépare l'insurrection en liaison avec le CNR et la délégation générale. Le CPL joue un rôle important dans la coordination de l'action immédiate contre l'ennemi, lançant des appels à la population, organisant les manifestations, l'aide aux réfractaires du STO, les grèves et toutes les actions de masse. Parmi les membres du CPL, l'on peut citer Rol-Tanguy. Animé par les représentants des organisations ouvrières et communistes, il dirige la Résistance parisienne, certains groupes armés et les milices patriotiques. En liaison étroite avec l'état-major des FFI, le CPL prépare les mesures à prendre au jour du soulèvement afin de coordonner l'action militaire et le mouvement insurrectionnel. Ses appels à la population pour participer aux manifestations et aux grèves entretiennent un climat propice à la combativité de la population parisienne.



### **Quelques repères sur la Libération dans le XX<sup>e</sup>**

- 19 août** Premières fusillades aux Buttes Chaumont et à Ménilmontant.
- 20 août** Un groupe de la milice patriotique fait sauter un train plein de soldats allemands sous le pont de Ménilmontant. Libération de la mairie du XX<sup>e</sup>. Mise en place de barricades à Belleville.
- 21 août** Les Allemands attaquent le poste de police de la rue des Orteaux et libèrent les Allemands et les collaborateurs prisonniers.
- 23 août** Attaque d'un convoi allemand en gare de Ménilmontant<sup>1</sup>.  
*Rue de la Justice* : un convoi allemand est attaqué par les FTP. c'est au cours de cette action qu'est mort le commandant Louvigny<sup>2</sup>. *Porte de Montreuil* : au cours de la nuit, une voiture allemande se jette dans les barbelés. Après un court combat FTP et milices patriotiques font prisonniers ses occupants. *Rue d'Avron* : trois heures d'un combat au cours duquel des FFI attaquent une centaine d'Allemands. Malgré le renfort d'un char, les Allemands sont repoussés, mais trois FFI y ont perdu la vie.

1. Voir l'article à ce sujet, p. 17.

2. Voir sa biographie p. 27.

## 1944 : L'ÉTÉ CHAUD DES POLICIERS DU XX<sup>e</sup>

*Engagé dans cette étude de la période de la Libération dans le XX<sup>e</sup>, j'ai choisi d'essayer de décrypter la lutte qui a pu s'y mener de juillet à septembre 1944, au travers d'une source au « ras des quartiers », à savoir les répertoires des commissariats de cet arrondissement. Trois d'entre eux sont parvenus jusqu'à nous, ceux de Saint-Fargeau (78<sup>e</sup> quartier), du Père-Lachaise (79<sup>e</sup>) et de Charonne (80<sup>e</sup>). Il manque malheureusement celui de Belleville (77<sup>e</sup>).*

### Coup d'œil global

Pour aller au plus près de mon objectif, j'ai éliminé la plupart des affaires figurant dans ces « mains courantes », dans la mesure où elles n'entrent pas dans les thèmes retenus : Résistance, collaboration, ces deux-là avant la Libération, épuration, troubles FFI, ces derniers après l'insurrection d'août 1944. Sur un total de 1978 affaires, 122 seulement m'ont paru illustratives de mon propos, comme l'indique le tableau ci-contre<sup>1</sup>. Je dois préciser ici que les affaires écartées du classement par thèmes (1856), ne manquent pas d'intérêt pour l'historien, le sociologue ou l'anthropologue, qui, avec ces sources, se retrouvent d'un coup au cœur d'une société populaire et de ses problèmes quotidiens, aggravés pour certains par l'occupation et la guerre. Il serait cependant utile de comparer la délinquance de la misère qu'on y découvre en 1944 avec ce qu'elle pouvait être en 1934 ou en 1954..., mais tel n'était pas mon but initial.

### L'exemple d'un commissariat

Dans un premier temps, mon attention s'est portée sur le commissariat du quartier du Père-Lachaise<sup>2</sup>. En juillet, contrairement aux autres quartiers du XX<sup>e</sup>, la collaboration s'y manifeste peu à travers les affaires figurant dans le répertoire<sup>3</sup>, sans doute parce que ses partisans se méfient alors de la police. En revanche, on y trouve trace à quatre reprises de la Résistance. Le 5 juillet, le commissaire du quartier adresse au directeur de la Police judiciaire un rapport circonstancié sur « trois coups de feu (qui) ont été tirés sur M. B., commissaire du XX<sup>e</sup> arrondissement par des automobilistes qui ont pris la fuite », ainsi que sur des menaces ou des conseils qui lui ont été adressés par téléphone : « Ecoutez M. M... pour M. B. ce sera le



1. Pour Belleville (77<sup>e</sup> quartier), il n'y a pas de répertoire entre le 1<sup>er</sup> mars 1939 et le 15 juillet 1950. Pour Saint-Fargeau (78<sup>e</sup>), on peut consulter le répertoire coté APPO, CB, 78.6. Pour le Père-Lachaise (79<sup>e</sup>) : CB 79.54, pour Charonne (80<sup>e</sup>) : CB 80.52.

2. Ce travail a été poursuivi et a donné lieu à une conférence dans le cadre des activités de notre association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup>.

3. APPO, CB 79.54, l'affaire 1197 M.A., dont il est question ci-après, ainsi que l'affaire 1116, R.I., classées dans la colonne « collaboration » aurait pu l'être dans la colonne « Résistance ». Certains libellés des affaires paraissent indiquer que certains policiers penchent pour l'Etat français de Pétain : ils distinguent encore les « Aryens » des autres. Simple dérapage ?

deuxième avertissement... Quant à vous, c'est le premier... Faites attention...Tâchez d'arranger les choses... Ici la Résistance »<sup>1</sup>. Ce type d'affaires d'intimidation et de fusillade figure encore à deux reprises sur la « main courante » : le 12 juillet, une dame M.A., décoratrice, a reçu « un paquet qui contenait un cercueil avec une croix et une tête de mort, et un dos de faire-part portant l'inscription " pour bientôt " »<sup>2</sup>, et le 22 juillet, rue de Ménilmontant, on a tiré sur un certain R.I., mécanicien, qui a réussi à s'enfuir<sup>3</sup>. D'autres traces suggèrent la lutte armée : une mystérieuse déflagration survenue le 23 juillet, rue des Vignoles, blesse une résidente qui a essayé de démonter une « pile électrique » déposée dans une poubelle, un objet qui s'avère être un « explosif de guerre »<sup>4</sup>, puis, le 9 août, un attentat dans le tunnel Sabin est signalé : « Des inconnus ont déposé des engins explosifs sur la voie du tunnel (...) un de ceux-ci a explosé au passage d'un train, qui a continué sa route sans dommages »<sup>5</sup>.

## Libération et épuration

Comme les autres répertoires, celui du commissariat du Père-Lachaise s'interrompt pendant plusieurs jours, du 17 au 28 août, ce qui correspond à la grève insurrectionnelle de la police<sup>6</sup>. Dans les premiers jours de septembre, il contient de nombreux renseignements sur l'épuration en cours. On arrête alors plus de vingt « collaborateurs », notamment G. V., le commissaire de police de Belleville<sup>7</sup>. Ces arrestations, généralement suivies d'envoi au Dépôt, sont opérées par des policiers patriotes, ou par des groupes FFI, comme le groupe Libération du XX<sup>e</sup> <sup>8</sup>. Ces affaires permettent de constater que le populisme fasciste a pu trouver un écho dans l'arrondissement. En effet, si nous trouvons quelques cas de collaboration économique, plusieurs chefs d'entreprises ayant travaillé pour les troupes d'occupation<sup>9</sup>, il faut doubler ce chiffre en ce qui concerne la collaboration politique, soit deux miliciens<sup>10</sup> deux membres du Rassemblement national populaire (RNP) de Déat<sup>11</sup>, un du Parti populaire français (PPF) de Doriot<sup>12</sup>, un recruteur de la Légion des volontaires français (LVF) <sup>13</sup> et deux employés de journaux collaborationnistes<sup>14</sup>. On peut ajouter à cet inventaire, deux individus qui se sont fait

1. *Ibid.*, affaire 1019 du 5 juillet remontant au 24 juin.

2. *Ibid.*, affaire 1197.

3. *Ibid.*, affaire 1116.

4. *Ibid.*, affaire 1121.

5. *Ibid.*, affaire 1199.

6. La grève générale de la police, menée par « Honneur de la police », « Police et patrie » et « Front national de la police », est lancée le 15 août. Elle va durer jusqu'au 25 août, les policiers tenant massivement les barricades avec les autres insurgés. Voir *La libération de Paris*, dans la collection « La Résistance par ceux qui l'ont faite », dirigée par Philippe Breton, Denoël (1964) p. 38 et suivantes. Voir également Francis Crémieux, *La vérité sur la libération de Paris*, Messidor (1984) p. 33 et suivantes, et Pierre Bourget, *Paris année 44 : occupation-Libération-épuration*, Plon, p. 262.

7. *Ibid.*, affaire 1230, mentionnée le 5 septembre.

8. *Ibid.*, affaire 1374 pour le groupe Piat, affaire 1273 pour le groupe FFI 10<sup>e</sup>.

9. *Ibid.*, affaire 1293, L.R., PDG de la société Segor, rue Orphila; affaire 1318 A.T., usine de conserves rue des Pyrénées, qui « se seraient permis d'insulter la France et de traiter les Français de lâches » ; affaire 1420, A. E., gérant de la Compagnie Flottmann, 8 bd de Ménilmontant ; affaire 1421, B.P. de la Compagnie Flottmann citée dans l'affaire préc.

*Ibid.*, affaire 1249, P.D., chef d'avant-garde de la milice, J.L., représentant.

10. *Ibid.*, affaire 1249, P.D., chef d'avant-garde de la milice, J.L., représentant.

11. *Ibid.*, affaire 1252, S. E., chaisier, membre du RNP et de la Ligue française d'entraide sociale d'épuration et de collaboration européenne ; affaire 1342, G. E., employée de la mairie du XX<sup>e</sup>, qui s'est fait repérer par les gardiens de la paix patriotes Cabut et Bautje, alors qu'elle se rendait à une réunion du RNP.

12. *Ibid.*, affaire 1375, R. M., chef comptable à la brasserie Karcher, 139, rue des Pyrénées, qui « approuvait les fusillades d'otages ».

13. *Ibid.*, affaire 1255, P. L.

14. *Ibid.*, affaire 1253, G. C., chauffeur du journal *Aujourd'hui*, au service du directeur Georges Suarez ; affaire 1254, G. A.,